



Paris le 06 novembre 2020

Monsieur le Directeur Régional ,

Solidaires Finances Publiques Paris, la CGT Finances Publiques Paris et FO DGFIP-75, tiennent à rappeler leur demande portée lors de l'audioconférence du 02 novembre de suspendre à minima les réformes sur le NRP et la démétropolisation. Vous nous avez refusé à la dernière audio cette demande au motif que selon la Direction générale et le Secrétariat général rien n'empêchait les réformes actuelles d'être mises en place. Or nous vous alertons du climat qui règne dans les services au regard du contexte global mais aussi des réformes engagées à marche forcée.

Par ailleurs, si vous ne suspendez pas les réformes engagées, vous devez donc répondre favorablement **et** sans délai aux demandes d'audience formulées par les collègues du 5ème arrondissement et du CGR impactés par votre projet de NRP et de démétropolisation.

Si pendant la première période de confinement, les représentant.es des personnels ont eu une certaine écoute de votre part concernant les nombreux dysfonctionnements liés à la mise en œuvre du PCA et des mesures de protection, notre sentiment à ce jour est tout autre. En effet, aujourd'hui nos remontées, contrairement à celles de mars ne font l'objet de quasi aucune réponse de votre part. Vous rencontrez peut-être des difficultés mais l'urgence absolue, pour nos organisations syndicales, est la protection de la santé de toutes et tous les agent.es.

Aujourd'hui à Paris, nous avons un certain nombre de refus pour l'exercice du télétravail ou un nombre de jours accordés très limité puisque certains responsables de services n'accordent qu'une seule journée, ce qui va à l'encontre de ce que demande le gouvernement, le secrétariat général et la Direction Générale. Nous vous rappelons Monsieur Mariel qu'en tant que Directeur Régional, vous êtes personnellement responsable de la santé et de la sécurité de toutes et tous les agent.es de Paris.

A l'inverse, des collègues ne souhaitant pas télétravailler se voient dotés d'office d'un ordinateur. Nous exigeons que le télétravail ne soit mis en œuvre que sur la base du volontariat des agent.es à l'exception des collègues vulnérables signalés par les Médecins de Prévention.

Dans un grand nombre de services, confusion et incompréhension règnent. En effet, comment peut-il en être autrement au vu des messages du SG et de la DG et des

dispositions totalement contradictoires prises à Paris. Nous vous demandons donc de communiquer directement et clairement à l'ensemble des agent.es et agents sur la situation et les directives prises par la DRFIP 75 pour protéger au mieux la santé des collègues.

Concernant les agent.es vulnérables, nous sommes inquiet.es de l'alerte envoyée par les médecins de prévention de Paris qui, au vu de l'explosion du nombre de Covid avérés et des cas contacts, sont totalement débordés et ne peuvent plus gérer les collègues les plus vulnérables.

Concernant le ménage spécifique suite à cas de Covid avéré, nous vous demandons que ce ménage soit réellement fait car contrairement à ce qui nous a été indiqué lors de la dernière audio, cela n'est pas le cas partout. Et nous vous demandons également de renforcer le ménage et de remettre sur Paris, comme c'est le cas à la DG, le nettoyage des points contacts (poignées de porte, ascenseurs, photocopieuses...).

Nous réitérons également notre demande d'accorder aux collègues de Paris la banalisation de la journée comme cela a été le cas lors du confinement de mars pour permettre au plus grand nombre de respecter la distanciation physique y compris dans les transports.

Et pour terminer, Solidaires Finances Publiques Paris, la CGT Finances Publiques Paris et FO-DGFIP 75 vous demandent de rédiger, à l'attention des militantes et militants de nos organisations syndicales, une attestation de circulation sur tout Paris afin qu'elles et ils puissent exercer leur mandat syndical sans être inquiété.es par les forces de l'ordre.